

Unité départementale du Hainaut  
Zone d'activités de l'aérodrome  
BP 40137  
59303 Valenciennes

Valenciennes, le 16/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**Les VENTS de l'Est Cambrésis S.A.S.**

521 boulevard du Président Hoover  
Le Polychrome  
59000 Lille

Références : 2025-V3-6  
Code AIOT : 0007006459

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement Les VENTS de l'Est Cambrésis S.A.S. implanté Saint Hilaire lez Cambrai 59292 Saint-Hilaire-lez-Cambrai. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Les VENTS de l'Est Cambrésis S.A.S.
- Saint Hilaire lez Cambrai 59292 Saint-Hilaire-lez-Cambrai
- Code AIOT : 0007006459

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le parc éolien LES CHEMINS DE GRES est composé de 9 éoliennes réparties sur les communes de Saint-Hilaire-lez-Cambrai, Viesly, Saint-Vaast-en-Cambrésis et Saint-Python et exploité par LES VENTS DE L'EST CAMBRAISIS S.A.S. L'arrêté préfectoral d'autorisation a été signé le 16 septembre 2015.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Dispositions constructives	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Protection des chiroptères/a vifaune	Arrêté Préfectoral du 16/09/2015, article 2.3.1.	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Essais annuels des arrêts	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa	Sans objet
2	Moyens de lutte contre incendie	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

- L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le devis signé concernant le suivi environnemental de 2026 dans un délai de 3 mois.
- L'exploitant transmettra le justificatif concernant la plantation de 72 arbustes réalisée en 2024/2025 à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois.
- L'exploitant transmettra dans un délai de 3 mois à l'inspection des installations classées la mesure corrective mise en place concernant le faucon crécerelle.
- L'exploitant veillera à surveiller régulièrement l'évolution de l'enherbement et à mettre en œuvre, si nécessaire, des actions d'entretien afin d'éviter toute progression et de maintenir la plateforme en bon état.

### 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Essais annuels des arrêts**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17-2ème alinéa
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Maintenance

<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a communiqué en amont à l'inspection des installations classées les rapports de contrôle des essais annuels de l'année 2024 et 2025 pour les 9 éoliennes.</p> <p>Il convient pour les prochains rapports de transmettre des documents rédigés entièrement en français comme le stipule l'article 2.2 II de l'arrêté ministériel du 26 août 2011.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 2 : Moyens de lutte contre incendie

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Moyens de lutte contre incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'inspection des installations classées s'est rendue sur les éoliennes CDG 1 et CDG 8.</p> <p>Les éoliennes disposent bien d'un extincteur au pied de celles-ci, contrôlés en mai 2025. Les extincteurs au sommet n'ont pas pu être vérifiés.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

#### N° 3 : Dispositions constructives

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Dispositions constructives</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.</p>

<p><b>Constats :</b></p> <p>Les éoliennes CDG 1 et CDG 8 disposent d'une voie d'accès carrossable permettant l'intervention des services d'incendie et de secours. Les abords de l'installation sont maintenus en bon état de propreté. Un agrainoir a été retrouvé à proximité de l'éolienne CDG 1 sur le terrain agricole. L'inspection relève que la plateforme autour de CDG 8 est légèrement enherbée. L'exploitant veillera à surveiller régulièrement l'évolution de l'enherbement et à mettre en œuvre si nécessaire, des actions d'entretien afin d'éviter toute progression et de maintenir la plateforme en état.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>- L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées un justificatif d'entretien des plateformes pour l'année 2025 sous un délai de 3 mois. L'exploitant restera vigilant quant à l'évolution générale de l'enherbement des plateformes du parc éolien et mettra en œuvre si nécessaire, des actions d'entretien afin d'éviter toute progression et de maintenir la plateforme en état.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 4 : Protection des chiroptères/avifaune

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 16/09/2015, article 2.3.1.</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Suivi environnemental</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Compte tenu des enjeux potentiels identifiés comme très limités liés au peuplement de chiroptères le programme de suivi écologique pourra se limiter à une étude de mortalité de façon à mettre en évidence le fait que des chiroptères subiraient éventuellement un taux de collision anormal. Ce suivi sera lancé juste après le chantier et avant la mise en exploitation puis aux fréquences préconisées par le ministère en charge de l'environnement. Le suivi de mortalité prendra place pendant les périodes de migration (printemps et automne) selon les modalités définies par EUROBATS ou toute autre source scientifique reconnue ou par un protocole national qui aurait été défini et validé dans l'intervalle. Ces suivis, réalisés par des écologues avec le matériel approprié, ont lieu sur 4 années, réparties sur une durée de 10 ans comme suit : durant l'année suivant le chantier (N+1), durant une année 3 ans après le chantier (N+3), durant une année 5 ans après le chantier (N+5) et durant une année 10 ans après le chantier (N+10). [...] L'exploitant transmet, dès qu'il en dispose, les rapports de ces suivis de peuplement en chiroptères et avifaune ainsi que leur analyse à l'inspection des installations classées. À l'occasion de chaque rapport d'étape de suivi ainsi qu'à l'issue de cette évaluation des impacts réels du parc, l'exploitant détermine si des mesures sont nécessaires à maintenir et à favoriser le peuplement des chiroptères et/ou des oiseaux. Il s'assure de leur mise en œuvre.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'article 2.3.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation prescrit la réalisation de 4 suivis environnementaux répartis sur une durée de 10 ans: à l'année suivant le chantier (N+1); durant une année 3 ans après le chantier (N+3); durant une année 5 ans après le chantier (N+5) et durant une</p>

année 10 ans après le chantier (N+10).

L'inspection n'avait pas à sa disposition le suivi environnemental réalisé à N+3 comme demandé à l'article 2.3.1. Le suivi a bien été réalisé et transmis à l'inspection des installations classées par mail du 16/12/2025.

Le dernier suivi environnemental disponible (2024) présente pour la période 1 (mi-mai à fin juillet), des résultats difficilement exploitables. En effet, la surface effectivement prospectée lors du suivi de mortalité avifaune/chiroptères n'atteint en moyenne que 29 %, et 46 % en moyenne sur l'ensemble des deux périodes. Cette couverture limitée s'explique notamment par le contexte de cultures intensives, qui réduit la visibilité et/ou l'accès sur une grande partie du périmètre.

Par ailleurs, la durée de persistance des cadavres en période 1 (3,2 jours en moyenne) conduit à une surestimation de la mortalité brute, estimée à 14,9 chauves-souris et 114,5 oiseaux. Pour rappel, la mortalité nette observée en 2024 s'élève à 18 cadavres (4 chauves-souris et 14 oiseaux). Le rapport conclut ainsi : « L'impact du parc sur les populations de chauves-souris est jugé non significatif. Des mesures sont à mettre en place pour réduire l'impact sur le Faucon crécerelle. Conformément à la réglementation, le prochain suivi environnemental devra avoir lieu d'ici 5 ans si aucune modification du parc n'est envisagée. »

Par lettre d'engagement du 22 mai 2025, l'exploitant s'engage à :

- "Mettre en place le bridage chiroptère tel qu'énoncé dans le rapport (un porter à connaissance des modifications du bridage vous sera envoyé par la suite);
- Mettre en place la mesure corrective sur le Faucon crécerelle;
- Suivre la conformité du bridage mis en place quotidiennement;
- Réaliser un suivi en 2027 (N+10)"

La visite du 3/12/2025 fait suite à ce courrier d'engagement. L'exploitant a informé l'inspection des installations classées de la mise en place du bridage chiroptère depuis avril 2025 sur les 9 éoliennes composant le parc.

L'exploitant a également informé l'inspection des installations classées du développement en interne d'un outil permettant de vérifier la conformité et le bon fonctionnement du bridage. La mesure corrective concernant le faucon crécerelle est en cours, une modification des pratiques agricoles ou la mise en place d'un nichoir est possible. L'exploitant transmettra dans un délai de 3 mois la solution finalement mise en place concernant la mesure corrective.

L'inspection des installations classées propose à l'exploitant de renouveler son suivi environnemental en 2026 dans le but de vérifier l'efficacité du bridage et permettre de corriger la défaillance observée sur certains paramètres lors du suivi environnemental de 2024.

Par mail en date du 18/12/2025 l'exploitant s'est engagé dans la réalisation d'un nouveau suivi environnemental pour l'année 2026. L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le devis signé dans un délai de 3 mois.

L'exploitant a également transmis à l'inspection le bilan des mesures compensatoires. Concernant la mesure TU03 (p.8) il est indiqué : "Fin 2024/ début 2025, 72 plants d'arbustes seront plantés en périphérie de la parcelle nord pour diversifier les habitats naturels, et favoriser les habitats en faveur des chauves-souris ou busards. Ces arbustes seront récupérés via un partenariat avec les

<p>Planteurs volontaires." L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les documents justifiant de la réalisation de ces plantations dans un délai de 3 mois.</p> <p>A titre informatif, l'exploitant a transmis le renouvellement de sa convention avec le CEN jusqu'en 2033. L'exploitant a également transmis le livret pédagogique transmis aux agriculteurs concernant le suivi environnemental en phase d'exploitation et les bonnes pratiques agricoles au regard des enjeux éoliens.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- L'exploitant transmettra à l'inspection des installations classées le devis signé concernant le suivi environnemental de 2026 dans un délai de 3 mois.</li> <li>- L'exploitant transmettra le justificatif concernant la plantation de 72 arbustes réalisée en 2024/2025 à l'inspection des installations classées dans un délai de 3 mois.</li> <li>- L'exploitant transmettra dans un délai de 3 mois à l'inspection des installations classées la mesure corrective mise en place concernant le faucon crécerelle.</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>